

Azar, Edward E. et al., *The Emergence of a New Lebanon: Fantasy or Reality?* Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada Ltd., 1984, 302 p.

Nelly Najjar

Volume 18, Number 4, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702281ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702281ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Najjar, N. (1987). Review of [Azar, Edward E. et al., *The Emergence of a New Lebanon: Fantasy or Reality?* Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada Ltd., 1984, 302 p.] *Études internationales*, 18(4), 899–902.
<https://doi.org/10.7202/702281ar>

sation d'un questionnaire sont bien identifiées et seront fort utiles à quiconque désire poursuivre des études similaires. Très peu d'ouvrages se consacrent à l'élaboration de programme informatique surtout d'une perspective tiers-mondiste. Le travail de Raskin est fort opportun. De plus, l'adoption de ce programme informatique, par déjà plus d'une douzaine de pays, témoigne de sa réussite. Les deux ouvrages suppléent, de façon originales, aux études méthodologiques sur les problèmes énergétiques des pays en voie de développement.

Certaines faiblesses doivent être néanmoins soulevées. Il aurait été intéressant que l'ouvrage de Hosier inclue les trois questionnaires ou à tout le moins celui de l'enquête de l'Institut Beijer. Bien qu'une description du questionnaire soit fournie (pp. 46-49), il n'y a que peu d'information sur les critères de sélection des questions, les modes de réponse (ouvert, prédéterminé) et les échelles de réponse (nominal, ordinal, interval, likert). Cette information est essentielle dans l'élaboration de questionnaire. D'autant plus si l'objectif de l'auteur est de voir une plus grande diffusion de ce type de méthodologie. Le texte de Raskin gagnerait en crédibilité à fournir une bibliographie et une étude de cas réel. Tel que présenté, l'ouvrage n'est qu'un exercice de scénario éloigné de la réalité. Cette remarque prend toute sa valeur lorsqu'il est reconnu que l'importance fondamentale d'élaboration de plan énergétique national n'est pas universellement reconnue. Qui plus est, les conditions nécessaires à l'établissement d'un processus de planification sont rarement remplies.

Claude COMTOIS

*Département de géographie
Université d'Ottawa*

MOYEN-ORIENT

AZAR, Edward E. *et al.*, *The Emergence of a New Lebanon: Fantasy or Reality?*. Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada Ltd., 1984, 302 p.

Deux Libanais installés aux États-Unis et six responsables ou anciens responsables américains du Département de la Défense ou de l'armée américaine tentent d'offrir en 9 chapitres une réflexion sur l'avenir du Liban.

Deux chapitres ne font aucun pronostic. D'abord le 4^{ème}, signé Joyce R. Stan, « L'Économie libanaise, le coût de la violence prolongée ». Il présente des données économiques générales et porte le moins à controverse.

Le 9^{ème} chapitre de E. Azar et K. Shnayer-son, « Les relations américano-libanaises: Un paquet de paradoxes », est original. Après un rappel historique remontant aux premiers missionnaires du siècle dernier, qui auraient appris aux Libanais notamment « la fierté nationale » (*sic*, p. 225), et une comparaison entre les systèmes politiques américain et libanais, tous deux démocratiques, les auteurs présentent 4 paradoxes, qui selon eux auraient marqué les relations américano-libanaises. Le premier est le retard (un an) apporté par les États-Unis à la reconnaissance de l'indépendance du Liban, acquise en 1943. Le deuxième est celui de l'intervention américaine en 1958, dont l'objectif, selon les auteurs, était de protéger la neutralité du Liban (thèse américaine). Venus à la demande du président Chamoun, les Marines aident à l'élection du président Chéhab, qui, contrairement aux desseins de Washington, retire l'appui du Liban à la doctrine Eisenhower. Troisième paradoxe, celui de l'indifférence des États-Unis durant les deux premières années de la guerre: 1975-1976. En fait, estiment les auteurs, Washington n'avait pas de politique définie à l'égard du Liban, ce qui est inconcevable pour les Libanais. Enfin, quatrième paradoxe, celui de l'engagement, avec la mission Habib, en 1981-1983, à la suite de la crise des missiles syriens dans la Békaa (avril 1981). Au lieu de se limiter à régler cette affaire et le différend qui oppose sur le terrain la Syrie et les Forces

libanaises à Zahlé, Washington déploie des efforts pour arriver à une solution globale du problème libanais, avec pour seul résultat un cessez-le-feu qui empêche l'escalade. Les États-Unis ne s'intéressent au Liban *per se* qu'après l'invasion israélienne de 1982. Les Marines sont envoyés à deux reprises sur place. La seconde sans mission précise. Pour Azar, l'échec de l'engagement américain est dû à une surestimation de la liberté d'action du gouvernement libanais et à une ignorance du processus de prise de décision au Liban. Les différents paradoxes, selon les auteurs, relèvent : a) d'un manque de communication et d'une interprétation erronée liés à la nature des relations entre une superpuissance et un petit État, b) de la conviction que les États-Unis s'intéressent au Liban *per se*, c) de l'inadéquation de la politique américaine avec les dynamiques régionales.

Deux autres chapitres — le 6^{ème} et le 7^{ème} — se contentent d'aboutir sur une interrogation.

Le 7^{ème} chapitre, intitulé « Le Mouvement Amal », par Augustus Richard Norton, est bien documenté. L'auteur y brosse d'abord un tableau de la situation socio-économique des chiites puis de leur mobilisation avant la guerre. Il fait remonter l'opposition entre eux et les Palestiniens aux années 70 et rappelle que leur chef, Moussa Sadr, est discrédité pour sa complicité présumée dans la chute de Nabaa, en 1975, aux mains des Kataeb. La mobilisation s'accélère entre mars 1978 et janvier 1979, grâce à trois événements : l'invasion israélienne (1978), la disparition de Sadr et la révolution iranienne. L'auteur expose ensuite le programme politique du mouvement, qui comprend deux volets complémentaires. L'un implicite : affaiblissement des fedayine, avec pour corollaire un appui au déploiement et au rétablissement du gouvernement central. L'autre explicite : appel à la restauration d'un Liban unifié et des réformes graduelles. Norton souligne le caractère pragmatique du mouvement et le fait qu'il existe après 1982 une « alliance objective » entre Amal et les forces israéliennes (p. 192). Il fait état du contraste entre l'attitude du Sud passif devant l'armée israélienne et la banlieue chiite

de Beyrouth où des combats ont lieu contre cette armée (p. 193). Il se demande si Amal continuerait à jouer un rôle au sein de la communauté en cas d'élimination des fedayine (p. 193). Limiterait-il le rôle du mouvement à la protection des chiites contre les fedayine et les problèmes de la communauté à la présence palestinienne ?

Le 6^{ème} chapitre : « Les Forces libanaises : naissance durant la guerre et signification politique », signé Lewis W. Snider, est clairement favorable à ces dernières. Elles naissent, écrit Snider, de la paralysie du gouvernement central causée par l'absence de consensus sur le destin politique du Liban (l'auteur ne dit pas sur la politique à adopter à l'égard des Palestiniens ou du conflit israélo-arabe). Il parle de « culture politique nationaliste », qui serait celle des chrétiens, et d'une autre « à orientation pro-arabe » (donc non nationaliste à son avis), qui serait celle d'« un grand nombre de non Libanais ». Il y aurait donc d'un côté les chrétiens et de l'autre les non Libanais ! Les Forces libanaises sont nationalistes parce qu'elles s'opposent à l'occupation israélienne, syrienne, palestinienne et qu'elles n'oeuvrent pas uniquement pour la défense du statu quo et de la position privilégiée des chrétiens. Depuis 1976, la politique étrangère libanaise est prisonnière de la présence syrienne, notamment en ce qui concerne les accords de Camp David et de l'initiative de paix de Reagan. Certaines forces (syriennes, palestiniennes, iraniennes ou libyennes) sont plus étrangères que d'autres (israéliennes) (p. 152). Snider souligne les liens entre Israël et les Forces libanaises (p. 155) et évoque la possibilité d'une coalition entre ces dernières et Amal (pp. 154-155). Il se demande enfin si les Forces libanaises accepteraient d'abandonner leurs prérogatives aux mains d'un gouvernement central (pp. 151-153).

Dans les 5 autres chapitres, les auteurs présentent le tableau d'un Liban futur tel qu'ils le souhaiteraient : pro-occidental (Azar, chapitre 2) ou carrément pro-américain (P.A. Jureidini et R.D. McLaurin, Introduction), avec un gouvernement central fort et une armée juste assez forte pour assurer la sécurité intérieure du pays, mais pas trop « car le

Liban ne pourra pas participer à un nouveau combat israélo-arabe » (McLaurin, chapitre 5). Le Liban devra aussi être « neutre », car il est « émasculé et stérile », quand sa politique est conforme à celle de la Ligue arabe, autrement il s'expose à la déstabilisation et à la violence, comme cela est le cas depuis une dizaine d'années (est-ce la raison de la guerre?) (Azar, p. 42). La neutralité préconisée serait donc un immobilisme face au conflit du Proche-Orient et au problème du peuple palestinien. Mais le principe est abandonné pour l'après 1982, puisque le Liban doit choisir entre Israël, la Syrie et les États-Unis (Jureidini, chapitre 8). Enfin, il faudrait un remède à la « pathologie » ou « maladie » politique du Liban, qui serait un événement dramatique, comme la visite de Sadate à Jérusalem ou un traité de paix avec Israël (deux initiatives dans lesquelles les États-Unis étaient directement impliqués) (Pranger, chapitre 3). Malgré cela, les auteurs restent profondément pessimistes, estimant que le pays ne sera pas indépendant, unifié, libre, démocratique et pluraliste (Jureidini et McLaurin), tandis que l'un d'entre eux préconise la « cantonisation » (Pranger, chapitre 3).

Sur le plan de l'analyse, Jureidini et McLaurin (pp. 3-38) estiment que le « système politique confessionnel » est « trop rigide », car il ne tient pas compte des transformations démographiques, mais qu'il aurait pu fonctionner si ce n'est le flot de réfugiés palestiniens, pour la plupart musulmans, qui s'arment, poussant certains groupes chrétiens à le faire à leur tour. Ce serait donc les Palestiniens qui seraient responsables de la situation et non ceux qui profitent de l'ordre établi, ou bien l'absence de solution au conflit du Proche-Orient. Pour ces deux auteurs, les Forces libanaises sont un mouvement « social, activiste, nationaliste, réformiste et de jeunes ». Ignorant les dissensions chez les chrétiens, Jureidini et McLaurin se bornent à affirmer que leur communauté est distincte des Forces libanaises, car ces dernières sont « trop associées aux Kataeb ». Ils estiment qu'en cas de rétablissement de l'autorité centrale, la communauté chiite constituerait une menace à la position traditionnelle des sunnites, mais ne disent mot sur la menace qu'elle constituerait

à celle des maronites. La communauté sunnite serait prisonnière des Palestiniens, qui l'obligent à adopter des positions contraires à ses intérêts. Pourtant les auteurs soulignent plus loin la paralysie de l'OLP au Liban. Ils affirment sans les définir que les objectifs des États-Unis et de la Syrie au Liban sont opposés et que ceux d'Israël ont été modifiés en cours de route. Enfin, sans preuve à l'appui, ils imputent l'assassinat de Béchir Gemayel à la Syrie.

Azar (pp. 39-55) met l'accent sur la « rigidité » cette fois du Pacte national face aux transformations démographiques. Il se penche sur les origines du confessionnalisme en remontant au siècle passé, sans expliquer les forces en présence, locales et étrangères, qui avaient intérêt et ont contribué à la mise en place de ce système. Il évoque ensuite rapidement les grandes dates qui ont marqué l'histoire du Liban, en soulignant la faiblesse et la vulnérabilité du pays, mais sans expliquer d'où elles proviennent et comment elles se sont manifestées. C'est l'instabilité libanaise qui a entraîné des repréailles et une occupation israélienne, ainsi qu'un engagement très actif et controversé des États-Unis et de certains États européens au Liban en 1982, comme si ces puissances étrangères n'avaient pas leur part de responsabilité dans la situation libanaise. Contrairement à Jureidini et McLaurin, Azar reconnaît que les chrétiens s'opposent à la modification du *statu quo*.

Pranger (pp. 56-68) soutient que les événements ont pris le dessus sur la vie politique (comme s'ils avaient leur vie propre) et semblent dépourvus de logique. Après avoir affirmé que 5 puissances étrangères « gouvernent » le Liban: Israël, la Syrie, l'Iran, la Libye et l'OLP, qu'il met sur le même pied, il ne parle que de la Syrie, d'Israël et des Palestiniens.

McLaurin (pp. 79-114) ne donne aucune explication à l'attitude de l'armée, ce qui est une prise de position. Il évoque trop brièvement la crise de 1968 à la suite du raid israélien sur l'aéroport de Beyrouth, alors qu'elle est centrale dans les rapports intercommunautaires. Il commet surtout une erreur en affirmant que le gouvernement épouse la posi-

tion chrétienne, alors qu'il y a division, démission du Premier ministre et paralysie politique en raison de l'impossibilité de parvenir à un consensus et à la formation d'un nouveau gouvernement, pendant plus de 6 mois.

On l'aura compris, l'approche est biaisée et superficielle, car l'analyse se fait en fonction des choix politiques des auteurs et des conclusions auxquelles ils entendent parvenir. Est-ce pour parer aux critiques que Jureidini et McLaurin parlent d'un problème de méthodologie lié à l'absence de modèle de référence et des données de base nécessaires ?

Nelly NAJJAR

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

DAWEESHA, Aheed, *The Arab Radicals*. New York, The Council on Foreign Relations, 1986, 191 p.

Le titre même du livre est indicatif d'un besoin de clarification, car il existe une controverse à propos de son utilisation, particulièrement dans le cadre de la politique étrangère des États-Unis. L'auteur se propose comme objectif de déterminer qui sont les « radicaux » dans le Monde arabe. Il commence en construisant une définition générale de ce qu'est le « radicalisme » dans l'abstrait et sa définition se centre sur le changement. D'après lui, le « radicalisme » est « une attitude d'esprit qui entrevoit une voie d'action avec l'objectif, pour une raison ou une autre, de saper et peut-être de transformer le *statu quo* » (p. 5). Il distingue le « radicalisme » du « réformisme » en notant que le radicalisme insiste sur le changement rapide tandis que le réformisme se suffit d'une évolution plus tranquille.

Daweessa se répète plusieurs fois en disant que l'objectif principal des « radicaux » arabes n'est pas les États-Unis mais les tenants du *statu quo* au Moyen-Orient même (pp. xiv, 4). Néanmoins, il observe que « l'association intime aux niveaux idéologique et stratégique entre les États-Unis, d'une part, et les tenants

du *statu quo* au Moyen-Orient, d'autre part » (p. 7) a créé les conditions propices pour développer une attitude anti-américaine parmi les radicaux. Par la suite, cette attitude anti-américaine crée la base pour une attitude pro-soviétique mais cela n'est pas une condition *sine qua non* du radicalisme arabe.

Le deuxième chapitre du livre est consacré à une discussion de « l'Héritage anti-occidental du radicalisme arabe » que l'auteur retrace aux effets de la domination coloniale européenne de la fin du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle. Ce colonialisme a clairement menacé les Arabes (p. 19). La crise de Suez de 1956 a signalé la fin de cette domination et, pour un court moment, on entrevoyait la possibilité d'un accord entre les forces de changement dans le Monde arabe et les États-Unis, superpuissance nouvellement émergée. Mais cette possibilité est vite disparue lorsque les États-Unis se sont alliés avec les tenants du *statu quo* et avec Israël (p. 21). Daweessa note l'ambiguïté dans l'attitude anti-américaine des radicaux qui, malgré leur antagonisme politique contre les États-Unis, admirent ceux-ci pour leurs « réussites scientifiques et intellectuelles » (p. 21).

Dans sa description des « radicaux » arabes, l'auteur se limite à la période entre 1970 et 1985. Il distingue entre les « États » et les « mouvements » radicaux. Les « États » radicaux comprennent « la Libye, la Syrie, le Yémen du Sud, l'Algérie et l'Iraq » et les principaux « mouvements » radicaux sont « l'Organisation pour la Libération de la Palestine, le mouvement shiite de Amal et ses dérivés, le Hizbollah et le Jihad islamique au Liban, ainsi que la parti de la Da'wa en Iraq, et les organisations principales de la Confrérie des Frères musulmans sunnites ainsi que leurs branches plus militantes qui oeuvrent en Égypte et en Syrie » (p. 8). Il note que ces mouvements ne sont pas tous « radicaux » à degré égal (p. 9) et ils n'ont pas tous « les mêmes objectifs et les mêmes réseaux d'organisation et d'institutions » (p. 131).

Ayant défini sa problématique, l'auteur divise la seconde partie du livre en deux chapitres où il traite des motivations, des institutions et du comportement des États radi-